

UNCLASSIFIED

RELEASED IN FULL

at23  
R  
p4v4

23

Exposé de

**M. Alphonse Marie NKUBITO**

*Ministre Rwandais de la Justice*

**51ème Session de la Commission  
des Droits de l'Homme**

UNCLASSIFIED

3

Le Gouvernement lance doré et déjà, un cri d'alarme à la Communauté Internationale pour éviter ce nouveau scandale humanitaire et prend à témoin la Croix Rouge Internationale déjà présente et opérationnelle au RWANDA.

2. S'AGISSANT DE L'AVIS SUR LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR

Le Gouvernement Rwandais va principalement donner son avis sur le projet de la résolution présentée par le Canada au cours de la présente session sur la question Rwandaise.

De l'autre côté le Gouvernement Rwandais qui a examiné le dernier rapport du Rapporteur Spécial entend lever certains équivoques qui entourent le rédigé d'une partie des recommandations.

a. Le Gouvernement Rwandais décidé à en découdre avec la culture de l'impunité soutient toute initiative visant à poursuivre et faire punir tous les auteurs du génocide, des massacres, des pillages et dévastations survenus au Rwanda C'est toute une histoire qui est récusee par les autorités actuelles de Kigali, mais aussi ce serait un grand pas dans l'évolution du Droit Pénal International.

En conséquence nous soutenons ce projet de résolution dans ce sens qu'elle condamne la perversion politique rwandaise qui a fait autant de pertes à l'humanité entière; dans ce sens qu'elle en appelle à la solidarité internationale pour lutter contre l'impunité et pour soutenir les efforts des Dirigeants Rwandais dans la voie de la reconstruction et de la réconciliation nationale

A ce propos je me dois de réaffirmer ici les grands axes de la politique de réconciliation et de démocratisation nationale tels que présentés par le Premier Ministre de la République Rwandaise lors de la table ronde sur le Rwanda à Genève du 18 au 19 janvier 1995.

Le Gouvernement Rwandais s'est exprimé clairement sur les questions suivantes:

- Le retour des réfugiés rwandais;
- La recherche de la sécurité intérieure;
- La réorganisation du système judiciaire;
- La poursuite du processus de démocratisation dans le sens des Accords de Paix d'ARUSHA;
- Le respect des Libertés Fondamentales;
- Le règlement des litiges de propriétés;
- La mise en place d'une Administration Locale;
- La mise en place d'une armée nationale;
- La réconciliation nationale;
- La traduction en justice des auteurs présumés du génocide.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

liens et maisons. Ces derniers ont besoin d'une aide pour repartir à nouveau.

- au niveau des atteintes à la sûreté personnelle,  
là encore, la situation s'est améliorée sensiblement après plusieurs instructions faites aux agents chargés des arrestations. Les directions civiles de prisons sont opérationnelles et le Gouvernement a institué des commissions de triage pour libérer les personnes sans indices aucuns de culpabilité, tandis que ceux qui en ont sont déférés devant les parqués qui rassemblent les preuves pour les tribunaux. La dite Commission de triage est opérationnelle depuis le 10 janvier 1995. Evidemment, les procédures judiciaires ne peuvent être respectées intégralement qu'à partir de l'installation effective du système judiciaire. L'amélioration de la situation est aussi le fruit de la formation de la gendarmerie par la MINUAR, des instructions respectives des ministres de la justice et de la défense et des séminaires organisés avec le concours des ONG des droits de l'Homme et de quelques moniteurs des droits de l'Homme. Cette action est insuffisante, mais elle est continue.

- atteinte à la vie,  
la situation s'est aussi améliorée, à partir surtout du vote par le Gouvernement du décret-loi instituant les juridictions militaires et leurs auditorats le 25 octobre 1994. Il ne reste que des incidents. Les homicides avec comme source la vengeance privée opérée par certains militaires indisciplinés ayant retrouvés leurs familles décimées, le Gouvernement a déployé des mécanismes de contrôle de leurs mouvements nuits et jours. Aussi les civils ont utilisés les militaires pour régler les comptes entre eux, se venger, voler ou tout simplement spolier les biens d'autrui. Le Gouvernement a pris des mesures sévères à l'endroit de ces criminels civils et militaires en procédant à leurs arrestations systématiques. Nous avons plus de six cents militaires détenus tout grade confondu du chef de ces exactions. N'oublions pas que le pays est confronté à la criminalité connexe à l'élargissement pendant la guerre de tous les grands criminels du pays qui ne sont pas encore repris.

- au niveau des réfugiés et de personnes déplacées,  
le Gouvernement continue sa campagne de sensibilisation pour le retour au bercail des réfugiés, mais sollicite de la Communauté internationale un appui pour séparer les criminels des innocents. Il est de la responsabilité du Gouvernement rwandais d'assurer la sécurité de ses citoyens se trouvant autour et dans les camps des déplacés.

## CONCLUSION

Le Gouvernement rwandais a la ferme volonté de continuer à respecter les droits et les libertés de la personne contenus dans les instruments internationaux que le pays a ratifié, il a même levé toutes les réserves qui avaient été émises dans les instruments antérieurs relatifs aux droits de la personne. Dans la même volée et pour respecter les accords d'Arusha, le Gouvernement ratifiera tous les traités et conventions relatifs aux droits de la personne qu'il n'a pas encore ratifié. Pour

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

... pour respecter les accords d'Alusna, le  
Gouvernement ratifiera tous les traités et conventions relatifs  
aux droits de la personne qu'il n'a pas encore ratifié. Pour

---

UNCLASSIFIED

## 6 UNCLASSIFIED

L'épanouissement du processus démocratique, le Gouvernement fait tout pour renforcer la justice, la presse et l'enseignement du droit de la personne. Le Gouvernement rwandais se félicite des actions menées par le Haut Commissaire aux droits de l'Homme et la Commission des Droits de l'Homme pour l'épanouissement des droits de la personne à travers le monde et au Rwanda en particulier. Il sollicite à son tour de la Communauté internationale que:

- Les promesses faites pour la réhabilitation et la reconstruction du pays soient effectivement vite concrétisées, spécialement celles relatives à la justice.
- Le processus de faire fonctionner le Tribunal international pour le Rwanda soit vite appuyé pour les faits soient jugés au frais et que tous les éléments d'enquête parviennent au procureur.
- Le mandat du Rapporteur spécial soit prolongé pour qu'il puisse faire le suivi des faits et les synthétiser au Procureur. ←
- Le mandat des moniteurs et des observateurs des droits de l'Homme ainsi que leurs rapports avec l'Etat soient clairement définis pour leur rendement rationnel. ←
- L'assistance technique en juristes pour appuyer le système judiciaire interne soit vite fournis. ←

UNCLASSIFIED